

Numéro 131 - 19 octobre 2016

Les modifications du Régime de pension du Canada

La sécurité à la retraite est un droit humain!

- K.C. Adams -



Les modifications du Régime de pension du Canada

- La sécurité à la retraite est un droit humain! - K.C. Adams

Face aux importants dégâts laissés par l'ouragan Matthew

- Le gouvernement et le peuple cubains épaulent les victimes de l'ouragan
- Haïti fait face au défi avec l'aide de Cuba et du Venezuela

Les modifications du Régime de pension du Canada

La sécurité à la retraite est un droit humain!

- K.C. Adams -

Le 6 octobre 2016, le ministre des Finances, Bill Morneau, a déposé un projet de loi visant à mettre en oeuvre des modifications du régime de Pension du Canada (RPC), le projet de loi C-26, *Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et la Loi de l'Impôt sur le revenu*. Cela faisait suite à l'annonce du premier ministre Trudeau le 4 octobre que la Colombie-Britannique avait décidé d'accepter les modifications apportées par le gouvernement au régime de pension, ce qui fait que neuf provinces les ont maintenant acceptées, tandis que le Québec maintient son propre régime de

pension.

Trudeau a déclaré : « C'est un autre exemple de ce que nous pouvons accomplir pour nos citoyens lorsque les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral travaillent ensemble pour atteindre des objectifs communs. » Ces modifications entraîneront une augmentation des cotisations obligatoires des travailleurs et des employeurs à partir de 2019 et « le revenu maximal admissible au titre du RPC augmentera aussi de 14 % » en 2025. On ne sait trop quel sera ce montant si l'on tient compte de l'inflation et d'autres facteurs.

À une époque où tant de retraités vivent dans la pauvreté et l'insécurité, ces réformes sont présentées comme une solution en dépit du fait qu'elles n'aideront pas les plus vulnérables aujourd'hui. L'élite au pouvoir présente la sécurité à la retraite non pas comme un droit humain, mais une question de contraindre les gens à « épargner davantage » ou « épargner mieux ». Les libéraux présentent leur plan pour augmenter les cotisations minimales au RPC comme la solution tandis que les conservateurs avaient leurs propres systèmes pour pousser les gens à épargner plus, comme les comptes d'épargne libres d'impôt et le partage du revenu. Les modifications au RPC viennent également à un moment où les fonds de pension sont convoités comme la prochaine grande source de capitaux d'investissement, en particulier dans les projets d'infrastructures.

Discussion

Les pensions de retraite sont une partie de la valeur reproduite que les travailleurs reproduisent au travail pour la reproduction du travailleur individuel et de l'ensemble de la classe ouvrière.



Les prestations de retraite et les avantages postérieurs à l'emploi sont une valeur reproduite sociale au sens que les montants qu'ils contiennent sont socialement reproduits actuellement par la classe ouvrière pour l'ensemble de la classe, pour assurer son bien-être et sa sécurité durant la retraite et sa reproduction constante comme classe productive d'une génération à l'autre.

Les salaires et les avantages sociaux sont une valeur reproduite individuelle. Contrairement à la valeur reproduite sociale, la valeur reproduite individuelle comprend les réclamations individuelles spécifiques à la valeur que les travailleurs produisent actuellement pour la reproduction par leur temps de travail des travailleurs actifs et de leur famille immédiate.

Chaque génération de travailleurs assure la reproduction de la prochaine génération et soutient ceux qui ne travaillent plus pour quelque raison que ce soit. Une partie de la valeur que les travailleurs reproduisent actuellement soutient la génération qui a déjà pris sa retraite, ce qui est appelé communément les pensions de retraite.

En échange de leur capacité de travail avec la force sociale qui possède et contrôle les forces productives matérielles et l'État, les travailleurs, individuellement et collectivement, revendiquent la valeur reproduite qu'ils reproduisent comme classe sociale productive.

Dans un rapport dialectique avec ceux qui possèdent les moyens de production et contrôlent les forces productives sociales et l'État, les travailleurs échangent leur capacité de travailler contre leur réclamation à la valeur qu'ils reproduisent durant leur temps de travail. Cette réclamation, le travailleur la revendique de manière individuelle, bien que parfois celle-ci soit négociée

collectivement, au travail, et aussi socialement, en tant que membre de la classe ouvrière, par une autorité publique et ses services publics et programmes sociaux, notamment les pensions de retraite.

Les travailleurs échangent leur capacité de travail pour la valeur reproduite actuellement de manière individuelle, bien que souvent ils le fassent par la lutte de classe collective afin d'obtenir un arrangement général dans le cadre du rapport social que la classe ouvrière entretient collectivement avec les autres forces sociales qui possèdent et contrôlent les forces productives matérielles et l'État. L'échange de la capacité de travail des travailleurs avec la force sociale représentée par l'État a une composante sociale. Il doit être considéré sur toute la durée de la vie et socialement, sans considérations individuelles comme le chômage, la maladie, les accidents de travail, les capacités, etc.

Pour que la classe ouvrière accepte d'échanger sa capacité de travail pour la valeur reproduite, la force sociale qui achète la capacité de travail doit accepter la réclamation de la classe ouvrière à la valeur reproduite sociale pour toute la durée de la vie du travailleur en tant que membre de la classe ouvrière, la véritable productrice de toute valeur. Afin de garantir que les travailleurs sont disponibles pour travailler, la force sociale qui achète la capacité de travail doit accepter la réclamation individuelle du travailleur et la réclamation collective de la classe à la valeur reproduite qui fait partie de la valeur nouvelle qu'ils produisent.

Sur la valeur nouvelle qu'ils produisent, les travailleurs revendiquent sous forme de salaires et d'avantages sociaux la valeur reproduite individuelle et sous forme de services publics et de programmes sociaux, notamment les pensions de retraite et les prestations reçues lorsque blessé, malade ou sans emploi pour quelque raison que ce soit, la valeur reproduite sociale.

La force sociale qui possède et contrôle les forces productives matérielles et l'État achète la capacité de travail des travailleurs. Dans les conditions sociales actuelles, aucune valeur nouvelle ne peut être produite si la capacité de travail des travailleurs n'est pas achetée par la force sociale dominante et si celle-ci n'applique pas cette capacité de travail aux forces productives sociales.

Pour les libéraux les pensions de retraite sont un objectif de politique

La force sociale dominante dit souvent que les prestations de pension sont un salaire différé ou pire en parle comme d'un objectif de politique. Cette position du salaire différé vise à obtenir des concessions de la classe ouvrière sur les salaires et les avantages sociaux, la valeur reproduite individuelle, et ainsi lui faire accepter un niveau de vie inférieur actuellement dans l'espoir de recevoir des prestations de retraite au moment de la retraite. La position du salaire différé voit les prestations de retraite au moment de la retraite comme un objectif de politique plutôt que comme un droit et comme un moyen de réduire la valeur reproduite individuelle des travailleurs et d'augmenter actuellement la valeur ajoutée en tant que profit. Dans son premier budget, le gouvernement libéral de Trudeau a augmenté les cotisations au RPC de la plupart des travailleurs, jusqu'à 11,9 % des « gains admissibles » pour de nombreux travailleurs. Cette augmentation du taux de cotisation abaisse effectivement la valeur reproduite individuelle tandis que la promesse de valeur reproduite sociale à la retraite reste un objectif de politique générale sujette à des modifications selon les circonstances.

Le « report » des salaires réduit la valeur reproduite individuelle et transmet le montant, une forme de réclamation à la valeur ajoutée, au gouvernement qui le met dans une caisse de retraite et également à un employeur individuel si un régime de pension existe dans son entreprise. Cette concession arrachée à la classe ouvrière non seulement abaisse la valeur reproduite individuelle, mais produit une énorme richesse sociale sous le contrôle des oligarques financiers qui l'utilisent

pour servir leurs intérêts privés et renforcer les pouvoirs de police de leur État. Cela renforce également la position des libéraux selon laquelle les pensions de retraite sont un objectif de politique et ouvre la porte à des débats de diversion sur la solvabilité des caisses de retraite, l'utilisation des « circonstances exceptionnelles » et la protection de la faillite et d'autres méthodes pour piller les caisses de retraite.

Les intérêts privés qui contrôlent les investissements des caisses de retraite et des autres fonds sociaux de la classe ouvrière écrèment annuellement leur habituel 2 % de la richesse sociale, plus 20 % des profits. Les directeurs exécutifs des grands fonds se payent systématiquement des millions de dollars annuellement et sont des propagandistes influents qui s'opposent à ce que les pensions de retraite soient traitées comme un droit pour tous et à ce que les prestations viennent non pas de fonds mais d'une autorité publique qui revendique maintenant la valeur reproduite sociale de l'économie au nom de l'ensemble de la classe ouvrière.

La position libérale selon laquelle les prestations de retraite sont un salaire différé, l'imposition de cotisations de pension aux travailleurs et la création de fonds de pension sont contraires à l'affirmation du droit de tous à un niveau de vie établi garanti à la retraite.

Une autorité publique responsable des pensions pour tous devrait prélever directement dans l'économie la valeur nouvelle qui correspond au montant nécessaire actuellement pour garantir le droit de tous les retraités à un niveau de vie établi. La réclamation pour les pensions à la valeur nouvelle que produit la classe ouvrière actuellement représente la valeur reproduite sociale. La réclamation à la valeur nouvelle doit aller directement aux retraités et non pas rester dans un fonds de richesse sociale sous le contrôle de l'oligarchie financière qui l'utilise de manière pour servir les fins privées de parasites et comme une arme pour faire du droit à la pension un objectif de politique qui est contraire au droit de tous à un niveau de vie établi à la retraite.



L'échange de la capacité de travail des travailleurs

Les travailleurs échangent leur capacité de travail avec la force sociale qui possède et contrôle les moyens de production socialisés et l'État. Cet échange entre deux forces sociales dans le cadre d'un rapport social et dialectique a lieu tant sur le plan individuel que social. Pour que l'échange ait lieu individuellement, dans le particulier, les deux forces sociales doivent également exister, généralement parlant.

L'échange explicite a lieu entre le travailleur et l'employeur qui contrôle une force productive socialisée particulière.

L'échange implicite a lieu entre la classe ouvrière dans son ensemble, qui vend sa capacité de travail en tant que véritable productrice, et la force sociale qui possède et contrôle les forces productives matérielles et l'État, qui achète la capacité de travail de la classe ouvrière. Pour que la

grande production industrielle socialisée se poursuit sans interruption, l'échange doit entraîner la reproduction du travailleur et de la force productive sociale dans son ensemble, la classe ouvrière, par le travail et sa production de valeur nouvelle composée de la valeur reproduite et de la valeur ajoutée.

Une partie de la valeur nouvelle que la classe ouvrière produit par le travail est réclamée par les véritables producteurs pour leur reproduction individuelle et par une autorité publique pour la reproduction des travailleurs comme classe sociale.

La partie de la valeur nouvelle que les travailleurs revendiquent pour leur reproduction est appelée valeur reproduite individuelle. La partie de la valeur nouvelle que les travailleurs revendiquent par une autorité publique pour la reproduction de l'ensemble de la classe ouvrière est appelée valeur reproduite sociale.

La valeur reproduite sociale sert à la reproduction de la classe ouvrière, à la reproduction sociale des travailleurs durant toute leur vie, elle s'ajoute à la valeur reproduite individuelle et la remplace lorsque le travailleur ne peut travailler pour quelque raison que ce soit, comme le jeune âge, la vieillesse, la maladie, un accident de travail, le chômage ou le manque de travail provoqué par la force sociale qui domine les forces productives sociales et l'État.



La valeur reproduite est la valeur nouvelle produite par le temps de travail des véritables producteurs et est nécessaire au bien-être, à la sécurité et à la perpétuation de la classe ouvrière. La valeur reproduite est en contradiction avec la valeur ajoutée qui provient de la même valeur nouvelle produite par la classe ouvrière. Ceux qui possèdent les moyens de production et contrôlent les forces productives sociales et l'État réclament la valeur ajoutée que produisent les travailleurs comme leur profit. Le profit est distribué parmi ceux qui possèdent les moyens de production et contrôlent les forces productives sociales et l'État. Ils réclament une partie de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent comme valeur ajoutée, généralement appelée profit, selon le degré de propriété et de contrôle de la richesse sociale existante et des biens qu'ils possèdent sous forme de capital, la propriété de la dette et de propriété foncière ou selon la position élevée qu'ils occupent dans la hiérarchie de l'élite dirigeante. L'État impérialiste réclame également une partie de la valeur ajoutée pour financer ses pouvoirs de police et sa bureaucratie et pour payer les riches par toutes sortes de moyens.

Durant la période de transition entre le renversement de la petite production féodale et de son régime autocratique et la transformation complète de la production en production industrielle de masse socialisée dans un système démocratique sous le contrôle des véritables producteurs, la société a besoin d'un équilibre pour éviter un effondrement catastrophique. La force sociale qui possède et contrôle les forces productives matérielles et l'État au cours de la période de transition doit assumer sa responsabilité sociale de fournir des programmes sociaux et du travail à la classe ouvrière pour assurer sa reproduction tant sur le plan individuel que social. La classe sociale dominante doit garantir le bien-être collectif et individuel des travailleurs tout au long de leur vie.

En échange de l'emploi, des programmes sociaux, de la reconnaissance de ses droits et d'assurer l'équilibre, la classe ouvrière s'engage à être disponible pour travailler en échange de sa réclamation à la valeur reproduite individuelle et de sa réclamation par une autorité publique à la valeur reproduite sociale selon un niveau de vie établi. Les réclamations de la classe ouvrière à la

valeur reproduite de la valeur qu'elle produit garantissent la reproduction des travailleurs tout au long de leur vie à un niveau de vie qui correspond au niveau des forces productives et au niveau de leur lutte de classe organisée pour défendre leurs droits et leur bien-être.

Toute interruption de la garantie de valeur reproduite et de la reconnaissance des droits détruit l'équilibre et plonge la société dans la crise. La crise ne peut être surmontée que par un retour de la garantie ou l'accession au pouvoir politique de la classe ouvrière et l'instauration dans un nouvel État qui prive la force sociale qui contrôle en ce moment les forces productives socialisées et l'État de son contrôle et de son pouvoir de perturber la garantie de l'équilibre.

L'arrivée de la classe de travail organisée au pouvoir et son contrôle des forces productives socialisées avec la création d'un nouvel État résolvent la contradiction de la période de transition entre la classe ouvrière et ceux qui ont saisi la propriété et le contrôle des forces productives matérielles et de l'État après le renversement du régime autocratique féodal de la petite production. La prise du pouvoir politique par la classe ouvrière organisée, son projet d'édification nationale et la démocratie de masse ouvrent une nouvelle période d'équilibre dans les rapports de production et dans la société.



La classe ouvrière organisée prend en charge le contrôle et la direction des forces productives socialisées et du nouvel État. La classe ouvrière organisée garantit le travail pour tous les membres de la classe et élabore un projet d'édification nationale et de démocratie de masse qui garantit les droits du peuple, qui lui appartiennent en vertu de son humanité. La classe ouvrière organisée achève la transformation de la production industrielle de masse socialisée et la démocratie de masse par l'harmonisation des rapports de production et des forces productives socialisées qui élimine définitivement tous les vestiges du régime autocratique féodal.

Une fois que les producteurs réels contrôlent les forces productives matérielles et le nouvel État, la nouvelle classe ouvrière organisée et politisée, maintenant libérée de l'oppression et des rapports sociaux perturbateurs avec ceux qui possèdent et contrôlent les forces productives socialisées et l'État, produit par son travail la valeur nouvelle nécessaire pour soutenir et améliorer le bien-être et la sécurité du peuple d'une génération à l'autre.

Le contrôle de toute la valeur nouvelle, dont la valeur reproduite et la valeur ajoutée, permet à la nouvelle classe ouvrière organisée et politisée de soutenir et d'améliorer tous les aspects de la société. Elle grandit comme classe, pour soi et en soi par le travail et la consolidation de la démocratie de masse et l'amélioration constante des rapports de production et le développement constant des forces productives socialisées. L'ensemble du peuple est mobilisé pour le projet d'édification nationale et complète le passage de la petite production et de l'État autocratique de l'époque précédente à la grande production industrielle socialisée, sans crises économiques, en une société où les rapports de production modernes permettent d'investir le peuple du pouvoir souverain et d'instaurer la démocratie de masse.



Face aux importants dégâts laissés par l'ouragan Matthew

Le gouvernement et le peuple cubains épaulent les victimes de l'ouragan



Le président cubain Raul Castro est chaleureusement accueilli par les résidents de la municipalité de Baracoa dans l'est de l'île durant sa tournée des régions frappées par l'ouragan Matthew le 9 octobre 2016.

Le 9 octobre 2016, le président cubain, Raul Castro, recevait un accueil des plus chaleureux des résidents de la municipalité de Baracoa dans l'est de Cuba pendant qu'il rendait visite aux régions ravagées par l'ouragan Matthew. Les provinces de l'est de Cuba ont subi d'énormes dégâts suite au passage de l'ouragan le 4 octobre. Malgré tout, il n'y a pas eu de victimes et les blessures ont été réduites au minimum grâce au haut niveau de préparation de la défense civile qui permet au pays d'affronter de telles catastrophes naturelles avec une grande efficacité.

Le général de l'armée Raul Castro Ruz avait affirmé lors d'une séance de travail le 10 octobre au Conseil de défense municipale de Maisi : « Maintenant il est primordial d'identifier les dégâts de façon précise et le plus rapidement possible afin de déterminer les besoins à chaque endroit. » Il a tracé les grandes lignes des mesures prioritaires à prendre pour la reconstruction de la



municipalité de Maisi, où les villes de La Maquina (la capitale municipale), Punta de Maisi et Los Llanos ont été le plus touchées par le passage de l'ouragan Matthew.

Raul était accompagné du général de l'armée Ramon Espinosa Martin, ministre adjoint des Forces armées révolutionnaires, qui travaille actuellement dans les régions les plus touchées avec d'autres dirigeants locaux et nationaux, veillant à la mise en oeuvre de l'étape de la reconstruction.

Il a affirmé que, selon les estimés, 90 % des maisons dans la région avaient été gravement endommagées, ainsi que la plupart des installations de l'État. L'ouragan a aussi porté un dur coup aux services vitaux pour la population, tels les communications, l'électricité et l'alimentation en eau.

Au cours de cette séance de travail, on a aussi discuté des dégâts occasionnés par l'ouragan aux routes d'accès vers cette municipalité et à l'agriculture — surtout aux plantations de café (Maisi est le plus important producteur de café au pays).

Devant l'ampleur des dégâts, Raul a souligné l'urgence de trouver des alternatives afin que les gens reçoivent les ressources nécessaires. Aussi a-t-il souligné l'importance de bien noter toute l'expérience acquise suite au passage de ce phénomène météorologique afin que cela puisse servir à de futurs scénarios.



Raul a aussi participé à la réunion tenue au quartier général du parti municipal, où Lina Pedraza Rodriguez, ministre des Finances et des Prix, a informé les présidents des huit conseils populaires dans la municipalité sur la façon de mettre en oeuvre la décision du gouvernement révolutionnaire pour la vente de matériaux de construction aux personnes dont la maison avait subi des dégâts.

« Le coup que vous avez subi est énorme, mais nous allons nous rétablir », a dit Raul avec détermination au milieu de poignées de main et d'accolades. Pendant ce temps, les gens n'ont pas cessé d'exprimer leur reconnaissance envers Fidel et envers Raul lui-même pour leur soutien constant.

« Votre visite nous donne des forces, elle nous encourage à ne pas lâcher », a dit Erodís Fuente López, dont la maison a servi de refuge à une quarantaine de personnes.

« Faites-nous confiance, nous allons réussir ! Le plus important, c'est que nous soyons toujours vivants ! Saluez le Comandante de notre part ! Nos meilleurs souhaits ! » Voilà certains des messages que la population a livrés à Raul lors de son passage dans la région. Pour sa part, le président cubain a remercié les personnes rassemblées pour leur résistance continue et les a invitées à retourner à leurs activités quotidiennes habituelles le plus rapidement possible, surtout aux classes dont l'activité devait reprendre le plus tôt possible dans n'importe quel local de fortune convenable.

Les scènes regorgeant d'émotions et d'espoir se sont répétées alors que les personnes rassemblées

ont offert et ont reçu des conseils, ont partagé des anecdotes et se sont fait photographier en compagnie de leur président.

« Je vous félicite pour votre courage, votre sang-froid et votre grand esprit révolutionnaire. Je suis fier des femmes et des hommes cubains partout au pays, mais je suis particulièrement fier de vous, parce que l'épreuve que vous avez subie est des plus pénibles », a dit Raul aux cris enthousiastes des résidents.

LML reproduit ci-après un compte-rendu direct de la situation par des journalistes de Granma qui témoigne de la solidarité sociale et de l'intervention rapide auprès des personnes touchées dans la municipalité de l'est de Baracoa.

Tout Cuba est à Baracoa

**- Ángel Freddy Pérez Cabrera, Jorge Luis Merencio Cauti,
Ortelio González Martínez -**

Quel mystère ! Dans des circonstances des plus difficiles, nous, les Cubains, retrouvons toujours les vertus qui nous caractérisent le mieux en tant que peuple.

Le passage de l'ouragan Matthew durant plusieurs jours dans les provinces orientales du pays a renforcé notre fierté d'être nés dans ce pays, aussi imparfait soit-il, comme tout autre projet en marche. Nous avons vu tant de grandes choses, aussi des petites et des simples, qu'on ne peut toutes les décrire dans ces quelques lignes.

En voyant un groupe d'enfants qui ont perdu pratiquement tout, leurs livres, leurs sacs à dos, leurs ours en peluche et leurs chaussures, jouant dans les décombres, avec un drapeau de Cuba flottant à côté, nos coeurs se sont mis à battre un peu plus vite que d'habitude.

Que dire des caravanes interminables de travailleurs de l'électricité, du téléphone, de la construction et des transports, qui, comme des fourmis, ont été les premiers à arriver dans les zones sinistrées, dans les pires conditions, tous avec le drapeau uni étoilé sur leurs véhicules.

Et juste quand vous pensez que vous avez tout vu ou entendu, une autre manifestation de solidarité arrive à vos oreilles, des gestes qui ont empêché un ouragan de catégorie quatre de prendre une seule vie humaine à Cuba. Que 50, 60 personnes ou plus encore se soient réfugiées dans une maison a été chose commune et, dans l'obscurité, elles ont partagé la douleur et la peur, et le peu qu'elles avaient : une gorgée de café, une serviette, une couche pour bébé.

Il y a Yaliseidy Londres Cobas, une native de Guantánamo qui vit à San Germán, l'un des villages les plus reculés à Baracoa, et qui, après avoir accueilli quelques 60 personnes dans sa maison, a accommodé deux autres familles qui avaient tout perdu, nous disant qu'elles pourraient rester aussi longtemps que nécessaire. Il y a plein de familles qui font la même chose.



Quand les journalistes pensent avoir tout vu ou entendu, un nouveau haut fait se produit sur comment les gens s'entraident.



Au milieu de la dévastation, les enfants cherchent des moyens de surmonter les conséquences de l'ouragan Matthew.

Toute cette solidarité et cette détermination face à l'adversité ont été bien saisies par un jeune conducteur de Guantánamo, qui, surpris par les caravanes interminables de ressources humaines et matérielles en mouvement vers la première ville, Maisí, et les autres zones touchées, a dit : « Mon ami, tout Cuba est à Baracoa. »

(sources : Granma Photos : Cubadebate, Granma)



Haïti fait face au défi avec l'aide de Cuba et du Venezuela



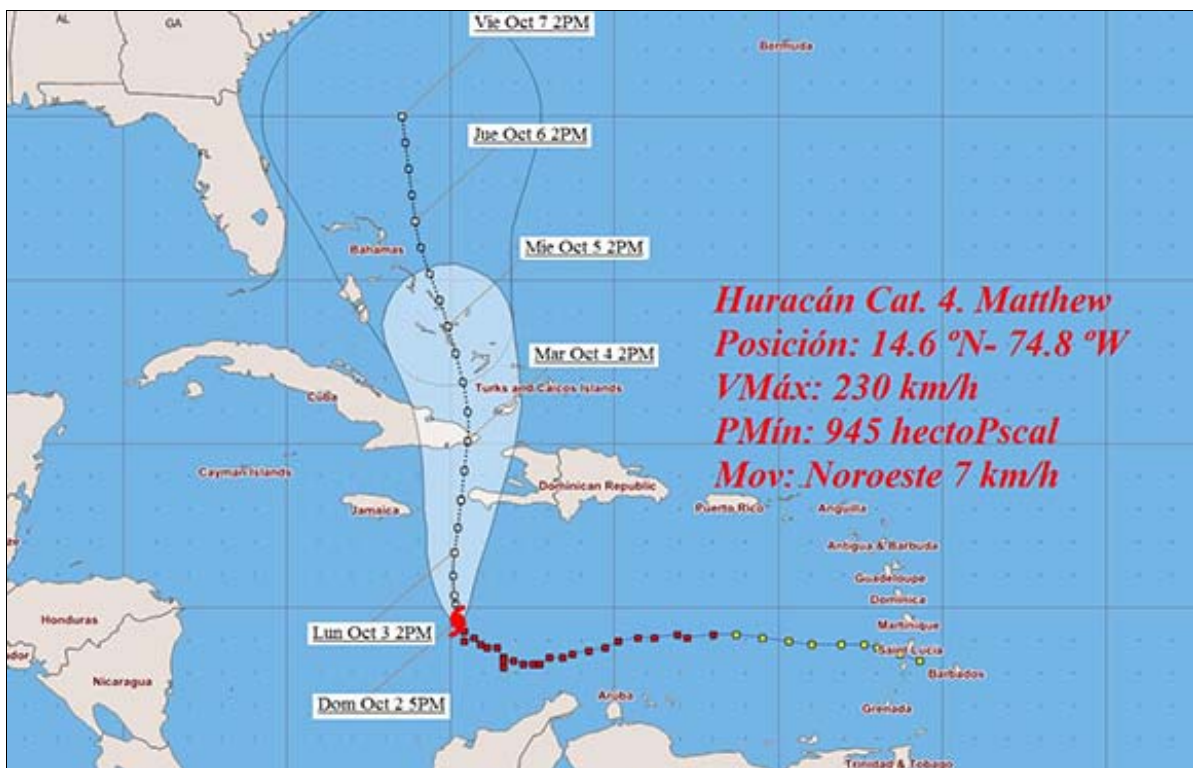
Les membres de la Brigade Henry Reeve montent à bord de l'avion qui les amène en Haïti le 8 octobre 2016.

Du 29 septembre au 9 octobre, une tempête tropicale de grande intensité, appelée l'ouragan Matthew, s'est abattue sur les Caraïbes et les États-Unis. Le 2 octobre, l'ouragan a provoqué des

crues éclair en Jamaïque, bien que le pays soit à des centaines de kilomètres du centre de la tempête. Celle-ci a touché terre en Haïti dans la matinée du 4 octobre, puis à Cuba le soir même comme un ouragan de catégorie 4 (vents soutenus de 209 à 251 km/h). Elle s'est ensuite déplacée vers le nord en direction des Bahamas en tant qu'ouragan de catégorie 3 (vents soutenus de 178-278 km/h) et 4. Matthew a touché terre en Caroline du Sud le 8 octobre comme un ouragan de catégorie 1 (vents soutenus de 119 à 153 km/h), provoquant de graves inondations. L'ouragan a été rétrogradé à une tempête post-tropicale le 9 octobre lorsqu'il s'est éloigné de la Caroline du Nord.

LML transmet ses plus profondes condoléances aux peuples des Caraïbes touchés par l'ouragan Matthew et appuie entièrement la réponse humanitaire internationaliste de Cuba et du Venezuela. Il rejette également avec véhémence toute tentative du Canada, des États-Unis, de la France ou de quiconque d'exploiter cette situation tragique à des fins intéressées.

Destruction massive en Haïti



La trajectoire de l'ouragan Matthew

Parmi les pays frappés par l'ouragan Matthew, Haïti a été la plus gravement touchée. Cela est dû non seulement à l'intensité de la tempête lorsqu'elle a touché terre mais surtout au chaos politique provoqué dans le pays par l'intervention et l'exploitation étrangères de la part du Canada, des États-Unis, de la France et de la mission de l'ONU en Haïti (MINUSTAH). Cette ingérence prive les Haïtiens de la souveraineté sur leurs affaires, en plus d'avoir introduit une épidémie mortelle de choléra, et d'avoir laissé Haïti vulnérable face aux catastrophes naturelles et à une exploitation encore plus poussée, particulièrement dans les moments de plus grands besoins.

Les Nations unies estiment que 1,4 million de personnes en Haïti ont besoin d'aide. Quelque 20 000 maisons ont été détruites de même que des cultures et des réserves alimentaires ; au moins 300 écoles ont été endommagées et quelques villes et villages ont été presque rayés de la carte, selon ce que rapportent l'ONU et les agences de presse. « Cela ressemble à l'explosion d'une bombe nucléaire », a déclaré à Reuters Paul Edouarzin, un employé du programme

environnemental des Nations unies basé à proximité de Port-à-Piment. « En termes de destruction environnementale et agricole, je peux vous dire que 2016 est pire que [le séisme de 2010] », a-t-il ajouté.

Dans ces circonstances, l'épidémie de choléra, qui avait été causée par les mesures sanitaires insuffisantes des Casques bleus de l'ONU et avait finalement été contrôlée, menace maintenant de réapparaître. L'UNICEF prévient que les rivières qui débordent, les eaux stagnantes et les cadavres d'êtres humains et d'animaux sont des endroits de reproduction idéale pour les maladies d'origine hydrique. « Chaque jour qui passe augmente la menace du choléra. Nous sommes dans une course contre le temps pour atteindre les enfants avant que les maladies ne le fassent », a déclaré Marc Vincent, représentant de l'UNICEF en Haïti, dans un communiqué de presse.

L'ONU dit travailler avec les autorités haïtiennes pour évaluer les besoins et le 10 octobre, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a annoncé que l'ONU a « lancé un appel éclair de 120 millions \$ pour couvrir les besoins du système des Nations unies pour les trois prochains mois ».

Le 10 octobre, le Centre de nouvelles de l'ONU a rapporté que « selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies, l'appel cible les groupes vulnérables dans les secteurs prioritaires identifiés, et il tient compte des capacités au niveau national et de celles des partenaires humanitaires sur le terrain. Au cours de la semaine prochaine, les partenaires développeront des projets individuels en appui aux activités sectorielles et aux besoins financiers identifiés dans le présent appel, par une réponse adaptée à l'évaluation des résultats les plus à jour. »

Cuba et le Venezuela fournissent une aide internationaliste immédiate



Le Venezuela prépare un envoi d'aide humanitaire en Haïti le 5 octobre 2016.

Cuba et le Venezuela se sont une fois de plus illustrés en étant parmi les premiers pays à fournir l'aide humanitaire requise par Haïti, comme ce fut le cas lors du séisme de 2010. Cette réponse rapide a tout à voir avec un fort sentiment internationaliste et, en particulier dans le cas du Venezuela, avec la reconnaissance de la dette historique envers cette nation soeur qui est venue en aide aux peuples d'Amérique latine et des Caraïbes dans leur lutte anticoloniale pour l'indépendance.[1]

Le 7 octobre, le Venezuela a envoyé trois lots d'aide humanitaire, dont le dernier qui contenait 660 tonnes de nourriture, de médicaments, d'eau, de couvertures et de matelas. Cela inclut également 450 tonnes de machinerie lourde pour enlever les décombres et réhabiliter les routes.

La semaine suivante, le Venezuela a envoyé 50 professionnels de la santé en Haïti. Le

vice-président pour le Développement social et la Révolutionnarisation des Missions, Jorge Arreaza, a confirmé le 10 octobre que le Groupe d'intervention humanitaire Simón Bolívar a été dépêché pour aider le « peuple bien-aimé » d'Haïti et travaillera dans le pays pendant environ huit jours. L'équipe comprend 40 épidémiologistes et 10 médecins généralistes. Les médecins sont des diplômés récents de l'école latino-américaine de médecine Salvador Allende située à Caracas, écrit Venezualanlysis. L'école est le produit de la coopération entre Cuba et le Venezuela.

« Nous sommes arrivés en Haïti avec notre solidarité ; deux bateaux et deux avions ont quitté et nous continuerons d'offrir notre solidarité et l'aide humanitaire au peuple d'Haïti de toutes les manières, a déclaré le 9 octobre le président Nicolás Maduro. Il a annoncé que 200 médecins se rendront en Haïti pour offrir une assistance médicale.



Les membres de la Brigade Henry Reeve se préparent à partir pour Haïti. C'est le 24e contingent de la Brigade qui est dépêché en Haïti depuis sa création en 2005 par le commandant en chef Fidel Castro Ruz.

Cuba, qui a elle-même été touchée par l'ouragan Matthew, a annoncé le 7 octobre qu'elle envoie une brigade médicale de 38 personnes en Haïti, des membres du célèbre contingent international Henry Reeve de médecins spécialisés dans les situations de catastrophes et de graves épidémies. Ce personnel de la santé a acquis beaucoup d'expérience dans les domaines de l'hygiène et de l'épidémiologie, rapporte ACN. Le groupe est composé entre autres de trois médecins, 10 spécialistes en hygiène et épidémiologie et 10 techniciens. Ce groupe travaillera de concert avec les centaines de professionnels de la santé cubains qui travaillent déjà en Haïti. Les médecins cubains sont en Haïti depuis 1998, après le passage de l'ouragan Georges.

Pour sa part, les États-Unis envoient de « l'aide » par des moyens militaires, comme ils l'ont fait en 2010. Ils déploient un porte-avions et 300 marines pour fournir des secours.

Les Haïtiens rejettent une répétition de « l'aide » intéressée des exploiters étrangers

Les Haïtiens sont extrêmement méfiants face à la soi-disant aide qu'ils ont reçue suite au tremblement de terre de 2010. Cette « aide » a fait peu pour soulager leurs difficultés tout en engraisant les poches des différents intermédiaires intéressés.

Nadia Prupris, dans un article pour *Common Dreams* le 11 octobre, souligne que « l'héritage de l'aide étrangère en Haïti a laissé de nombreux résidents craintifs des grandes organisations comme

la Croix-Rouge américaine (ARC) lorsqu'elles s'amènent sur l'île appauvrie. Comme l'a révélé Pro Publica et NPR dans une enquête conjointe menée l'an dernier, lorsque Haïti a été frappée par un tremblement de terre dévastateur en 2010, l'ARC a collecté des fonds d'un demi-milliard de dollars en aide et construit un grand total de six nouvelles maisons.

« De nombreux observateurs [...] exhortent ceux qui désirent appuyer les efforts de secours face à l'ouragan Matthew de faire un don à des organisations communautaires locales au lieu de l'ARC et d'autres grandes organisations. »

Hillary Clinton, la candidate à la présidence des États-Unis pour le Parti démocrate, et son mari l'ancien président américain Bill Clinton sont également bien connus pour le rôle joué par leur Fondation Clinton qui utilise les milliards de dollars en fonds de secours destinés à Haïti afin de s'enrichir eux-mêmes et d'enrichir leurs amis et leurs donateurs financiers, et d'ouvrir Haïti à encore plus d'exploitation par les monopoles mondiaux. En réponse à un tweet de Bill Clinton à propos de ce que la fondation fait en Haïti après l'ouragan Matthew, une personne a tweeté, « Est-ce une blague, vous avez déjà pillé Haïti une fois », alors qu'un autre a répondu que « les Clinton sont encore une fois en train d'escroquer la pauvre Haïti après une catastrophe naturelle ».

TeleSUR souligne : « Avec l'aide de donateurs corporatifs, la Fondation Clinton a amassé des milliards de dollars en fonds de secours.

« Cependant, la controverse est qu'elle a dépensé 6 milliards \$US pour des roulottes contaminées au formaldéhyde qui ont été distribuées par un des plus importants donateurs à la campagne Clinton, Clayton Homes, ce qui a rendu malade les Haïtiens laissés sans abri par le séisme, alors que les occupants des roulottes se sont plaints de maux de tête et d'autres maladies. »

De même, le 11 octobre, ABC News a rapporté ce qui suit au sujet du parc industriel et de l'atelier de misère de confection de vêtements ouverts en Haïti par la Fondation Clinton dans la ville de Caracol :

« Le parc industriel moderne, avec ses larges rues ouvertes reliant des rangées d'entrepôts surbaissés, [a été] financé par la Banque interaméricaine de développement, qui a fourni 256,8 millions \$ en subventions pour appuyer la construction. La banque a fait des dons allant de 1 à 5 millions \$ à la Fondation Clinton, selon son site internet. Les grands détaillants américains, y compris Wal-Mart et Gap inc., ont servi d'acheteurs des vêtements expédiés d'Haïti vers les États-Unis grâce à des allègements fiscaux américains spéciaux. Wal-Mart a donné entre 1 et 5 millions \$ et Gap a donné entre 100 000 et 250 000 \$ à la fondation. Aussi, en 2012, SAE-A, la société de confection de vêtements coréenne qui a été recrutée pour devenir le locataire principal du parc, a donné entre 50 000 et 100 000 \$ à la fondation. »

Note

1. Simon Bolivar, le dirigeant des plus grandes luttes de libération nationale de l'Amérique latine contre le pouvoir colonial espagnol, a reçu un énorme appui de la révolution haïtienne. Haïti a été la première nation indépendante de l'Amérique latine et la seule nation au monde dont l'indépendance a été le fruit de la rébellion contre l'esclavage. Le président haïtien, Pétion, offrait refuge et protection à Bolivar et à ses armées, leur permettant de reprendre leurs attaques contre les Espagnols. Ainsi, des soldats haïtiens ont participé à la lutte pour la liberté dans les autres régions des Amériques dans les rangs de l'armée de Bolivar. Lorsque Bolivar a atteint le Venezuela, il a tenu sa promesse faite à Pétion en décrétant la libération des esclaves dans les territoires sous son contrôle le 2 juin 1816.

(Sources : Météomédia, Centre d'actualités de l'ONU, Reuters, Xinhua, Venezuelanalysis, ACN, TeleSUR, ABC)